

Inter Pares

Faits saillants 2006

En 2006, Inter Pares a offert cinq millions et demi de dollars, en plus d'une aide technique et politique, pour soutenir le travail réalisé par nos homologues en Afrique, en Asie, en Amérique latine et au Canada. Voici les faits saillants de ces activités. Pour obtenir des informations plus complètes, visitez notre site Internet à www.interpares.ca.



Caroline Boudreau

Afrique

attaqués, des femmes du Darfour travaillent ensemble à définir des priorités communes afin d'exprimer leurs préoccupations au fur et à mesure que s'appliquera l'accord de paix. En permettant à ces femmes de travailler ensemble dans une relative sécurité, le *Gender Center* appuie le rôle central des femmes en tant qu'agentes de changement pacifique et démocratique.

- Dans la foulée de la signature de l'accord de paix au Darfour en mai, le *Gender Center for Research and Training*, une organisation homologue d'Inter Pares, a offert un programme de formation à des femmes de diverses régions du pays. Alors que l'accord de paix reste fragile et que leurs villages sont encore

- Avec l'appui d'Inter Pares, *Third World Network-Africa* a continué de consolider les coalitions africaines afin d'inciter les gouvernements à élaborer des politiques conformes aux normes relatives à l'environnement et aux droits de la personne dans le secteur des

mines et de l'extraction des ressources. Vu le rôle majeur joué par le Canada dans le secteur minier en Afrique, Inter Pares a facilité la participation d'un témoin expert du Tchad à l'une des tables rondes nationales organisées par le gouvernement du Canada afin d'étudier la responsabilité sociale des entreprises minières canadiennes oeuvrant à l'étranger. Pour sensibiliser les gens, Inter Pares a produit un photoreportage, *Le prix de l'or*, sur l'exploitation minière au Ghana et des membres de notre équipe ont parlé de cette question lors de plusieurs événements publics. On peut consulter le photoreportage à www.interpares.ca/prixdelor.



Faris Ahmed, USC Canada

Canada

Ottawa, le fermier saskatchewanais Percy Schmeiser, la Dre écologiste Vandana Shiva, et Colleen Ross, la présidente de la section des femmes du *National Farmers Union*, ont plaidé pour un moratoire international sur la technologie Terminator. La mobilisation au Canada et partout dans le monde a incité le gouvernement canadien à se plier à l'opinion mondiale en renforçant le moratoire sur Terminator. Par la suite, Inter Pares a participé au lancement du Réseau canadien d'action sur les biotechnologies, une organisation qui réunit plus de 25 groupes d'un bout à l'autre du pays autour d'enjeux relatifs à la souveraineté alimentaire et la justice environnementale.

- À titre de cofondateur de la campagne pour interdire Terminator, Inter Pares a aidé le public à mieux comprendre Terminator, une technologie du génie génétique qui rend les semences stériles. En mars, Inter Pares a participé à l'organisation du *Procès de Terminator*. Lors de cet événement public tenu à

- Inter Pares a conseillé et appuyé financièrement la Coalition internationale de surveillance des libertés civiles (CISLC). Cofondée par Inter Pares en 2002, la Coalition regroupe 37 organisations canadiennes qui surveillent les politiques et pratiques gouvernementales menaçant les libertés civiles, les droits de la personne et les droits des personnes migrantes et réfugiées. En 2006, la Coalition a continué de contester la façon dont le Canada utilise les certificats de sécurité pour détenir des gens. Elle est aussi intervenue dans l'enquête relative à l'affaire Maher Arar.

Amérique latine



Project Counselling Service

- Inter Pares a poursuivi son travail avec des homologues du Pérou en vue d'aider des personnes marginalisées à participer à la vie de leur collectivité et de leur société à titre de citoyennes et de citoyens dotés de droits et de responsabilités. À Castrovirreyna, le Centre de développement communautaire intégré a mis sur pied une école qui a consolidé les organismes de femmes et favorisé la participation des femmes à la gouvernance locale. Siégeant à des comités de surveillance,

des membres de ces organismes font maintenant valoir le point de vue de la collectivité sur les politiques locales et veillent à ce que le gouvernement soit transparent et rende compte de ses actes.

- En septembre, l'Organisation nationale autochtone de Colombie (ONIC) a organisé une Mission internationale de vérification pour veiller à ce que le gouvernement colombien respecte les recommandations émises par le rapporteur spécial des Nations Unies sur les peuples autochtones. Dans le cadre de la mission, Inter Pares a collaboré avec l'Association des femmes autochtones du Canada (AFAC) à la tenue d'un forum des femmes qui a permis aux autochtones de Colombie de parler publiquement de la violence et de la marginalisation sociale qu'elles ont vécues. Le forum a aussi donné aux femmes autochtones du Canada et de

la Colombie l'occasion de comparer et de partager expériences et stratégies sur des enjeux touchant les collectivités autochtones des deux pays.

- Avec l'appui d'Inter Pares, le consortium guatémaltèque *De victimes à actrices* a accompagné soixante-cinq femmes ayant survécu à des violences sexuelles commises lors du conflit armé. Des agentes autochtones de santé mentale, toutes issues du milieu communautaire, ont reçu une formation en vue de soutenir ces femmes dans leur quête de justice et de réparation. Inter Pares a aussi appuyé des rencontres régionales d'organismes de femmes pour leur permettre de tirer profit de l'expérience des autres en ce qui a trait à l'impact de la violence sexuelle sur l'identité, la sexualité, l'exercice de la citoyenneté et la participation politique.

Asie



Philip Chan

- Depuis 1992, le *Karen Human Rights Group* (KHRG) produit des rapports étayant les récits de villageoises et de villageois sur les violations des droits de la personne dans les régions rurales en Birmanie. Les rapports du KHRG ont fourni une information vitale au système onusien, aux gouvernements et aux organismes de défense des droits de la personne du monde entier. Cette année, Inter Pares a aidé le KHRG à documenter l'impact sur les droits de la personne de l'offensive militaire massive dans l'est de la Birmanie ayant causé le déplacement de plus de 18 000 personnes.

- Aux Philippines, TriCom a appuyé les revendications territoriales des autochtones Lumads du Mindanao en vue d'obtenir le contrôle officiel des terres ancestrales. Avec l'aide d'Inter Pares, TriCom a travaillé avec ces collectivités à appliquer des plans de développement durable et réaliser divers programmes – préservation des semences, agriculture communale, gestion des bassins versants, soins de santé de base et éducation de la petite enfance. TriCom a animé des programmes de formation professionnelle et de création d'emploi pour les femmes. Cette organisation a aussi réalisé du travail de sensibilisation sur le rôle central joué par les femmes dans la production et dans la société. Les activités de TriCom en agriculture ont permis d'améliorer le rendement des cultures, assurant ainsi la sécurité alimentaire de plus de 300 familles agricoles.

- En Thaïlande, Inter Pares soutient, depuis sa création en 1998, le programme des unités médicales mobiles, aussi connues sous le nom du *Back Pack Health Worker Team* (BPHWT). Cette année, BPHWT a élargi son programme de santé communautaire à l'est de la Birmanie, touchant plus de 170 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays. En septembre, le programme BPHWT a lancé un rapport choc sur la santé et les droits de la personne dans l'est de la Birmanie, *Chronic Emergency*, le résultat de cinq ans d'observation systématique de collectivités déracinées vivant en zone de conflit. Le site Internet d'Inter Pares présente un court documentaire sur le programme BPHWT, disponible seulement en anglais, à www.interpares.ca.

Le travail d'Inter Pares est possible grâce aux milliers de partisanes et de partisans d'un bout à l'autre du Canada et à l'aide financière du gouvernement canadien, versée par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du Centre de recherches pour le développement international (CRDI). Inter Pares est profondément reconnaissante de l'appui et de la confiance qui lui sont accordés.